

# BULLETIN OFFICIEL

## CONVENTIONS COLLECTIVES



BULLETIN OFFICIEL  
CONVENTIONS COLLECTIVES

# BULLETIN OFFICIEL CONVENTIONS COLLECTIVES

**FASCICULE N° 2016/25 DU 9 JUILLET 2016**

	<u>Pages</u>
<b>Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social....</b>	<b>1</b>
<b>Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt .....</b>	<b>(*)</b>

(\*) Aucun texte du ministère de l'agriculture dans le *BO* n° 25.

MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DU DIALOGUE SOCIAL

---

## CONVENTIONS COLLECTIVES

### SOMMAIRE DU FASCICULE N° 2016/25

#### CONVENTIONS, AVENANTS ET ACCORDS

	<u>Pages</u>
<b>Bâtiment (Centre [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : accord du 19 avril 2016 relatif aux indemnités de petits déplacements au 1<sup>er</sup> juin 2016 .....</b>	4
<b>Bâtiment (Centre [ouvriers, entreprises occupant jusqu'à 10 salariés]) : accord du 19 avril 2016 relatif aux salaires minima au 1<sup>er</sup> juin 2016 .....</b>	6
<b>Bâtiment (Centre [ETAM]) : accord du 19 avril 2016 relatif aux salaires minimaux au 1<sup>er</sup> juin 2016 .....</b>	8
<b>Cinéma (production) : avenant du 15 janvier 2016 portant révision des dispositions relatives à la branche costume (titre II de la convention) .....</b>	10
<b>Métallurgie (Hérault, Aude et Pyrénées-Orientales) : accord du 15 avril 2016 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques, aux rémunérations annuelles garanties et aux primes pour l'année 2016 .....</b>	13
<b>Métallurgie (Loire et arrondissement d'Yssingaux) : accord du 29 mars 2016 relatif aux rémunérations effectives garanties annuelles au 1<sup>er</sup> janvier 2016 .....</b>	17
<b>Métallurgie (Loire et arrondissement d'Yssingaux) : avenant n° 1 du 29 mars 2016 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques au 1<sup>er</sup> juin 2016 .....</b>	19
<b>Métallurgie (Loire et arrondissement d'Yssingaux) : avenant n° 3 du 29 mars 2016 relatif à l'indemnité de panier de nuit au 1<sup>er</sup> juin 2016 .....</b>	20
<b>Métallurgie (Pyrénées-Atlantiques et Seignanx) : accord du 20 mai 2016 relatif aux rémunérations effectives garanties pour l'année 2016 .....</b>	21
<b>Métallurgie (Pyrénées-Atlantiques et Seignanx) : accord du 20 mai 2016 relatif aux rémunérations hiérarchiques au 1<sup>er</sup> juin 2016 .....</b>	24
<b>Métallurgie (Valenciennois et Cambrésis) : avenant du 4 avril 2016 relatif aux rémunérations annuelles hiérarchiques garanties pour l'année 2016 .....</b>	27
<b>Métallurgie (Valenciennois et Cambrésis) : avenant du 4 avril 2016 relatif à la valeur du point et à la prime de panier de nuit au 1<sup>er</sup> avril 2016 .....</b>	30
<b>Portage de presse : avenant du 22 avril 2016 relatif aux rémunérations minimales au 1<sup>er</sup> avril 2016 .....</b>	32
<b>Transports routiers (prestations logistiques) : avenant n° 9 du 3 mai 2016 au protocole d'accord du 30 juin 2004 relatif aux conditions spécifiques d'emploi des personnels des entreprises exerçant des activités de prestations logistiques .....</b>	34

<b>Transports routiers (voyageurs [ouvriers]) : avenant n° 106 du 4 avril 2016 relatif à l'annexe I « Ouvriers » .....</b>	<b>40</b>
<b>Transports routiers (voyageurs [employés]) : avenant n° 91 du 4 avril 2016 relatif à l'annexe II « Employés » .....</b>	<b>42</b>
<b>Transports routiers (voyageurs [techniciens et agents de maîtrise]) : avenant n° 89 du 4 avril 2016 relatif à l'annexe III « Techniciens et agents de maîtrise » .....</b>	<b>45</b>
<b>Transports routiers (voyageurs [ingénieurs et cadres]) : avenant n° 81 du 4 avril 2016 relatif à l'annexe IV « Ingénieurs et cadres » .....</b>	<b>48</b>
<b>Travail temporaire (entreprises [intérimaires cadres]) : avenant n° 4 du 5 février 2016 à l'accord du 10 juillet 2009 relatif aux garanties prévoyance des intérimaires cadres et à l'annexe « Règlement intérieur du fonds de solidarité professionnelle » .....</b>	<b>51</b>
<b>Travail temporaire (entreprises [intérimaires non cadres]) : avenant n° 5 du 5 février 2016 à l'accord du 10 juillet 2009 relatif aux garanties prévoyance des intérimaires non cadres et à l'annexe « Règlement intérieur du fonds de solidarité professionnelle » .....</b>	<b>57</b>
<b>Travail temporaire (entreprises [intérimaires cadres et non cadres]) : accord de méthode du 15 avril 2016 visant à l'élaboration d'un accord relatif au régime de prévoyance des salariés intérimaires cadres et non cadres .....</b>	<b>63</b>

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

---

ACCORD DU 19 AVRIL 2016

RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2016  
(CENTRE)

NOR : ASET1650666M

IDCC : 1596

---

Entre :

La CAPEB Centre ;

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre,

D'une part, et

Le SFRC FO ;

L'UR Centre CFDT ;

La CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les indemnités relatives aux petits déplacements des ouvriers du bâtiment en région Centre, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

**Article 2**

L'indemnité de repas est fixée à 9,50 €.

### Article 3

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ DE TRANSPORT
1A (0 à 3 km)	0,00
1B (3 à 10 km)	3,46
2 (10 à 20 km)	7,28
3 (20 à 30 km)	10,75
4 (30 à 40 km)	14,89
5 (40 à 50 km)	19,07

### Article 4

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ DE TRAJET
1A (0 à 3 km)	0,00
1B (3 à 10 km)	2,41
2 (10 à 20 km)	3,94
3 (20 à 30 km)	4,83
4 (30 à 40 km)	6,06
5 (40 à 50 km)	7,56

### Article 5

Conformément aux articles L. 2231-5 et suivants et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans (siège de la CAPEB région Centre).

Fait à Orléans, le 19 avril 2016.

(Suivent les signatures.)



Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

**IDCC : 1596. – Ouvriers  
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

**ACCORD DU 19 AVRIL 2016  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2016  
(CENTRE)**

NOR : ASET1650665M

IDCC : 1596

Entre :

La CAPEB Centre ;

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre,

D'une part, et

Le SFRC FO ;

L'UR Centre CFDT ;

La CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (occupant jusqu'à 10 salariés).

Les organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minima pour les ouvriers du bâtiment en région Centre, à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 667 ;
- la partie variable (PV) à 4,81.

## Grilles des salaires au 1<sup>er</sup> juin 2016

*(En euros.)*

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL	SALAIRE HORAIRE
Ouvriers d'exécution :			
– position 1	150 (*)	1 466,62	9,67
– position 2	170	1 485,00	9,79
Ouvriers professionnels	185	1 557,00	10,27
Compagnons professionnels :			
– position 1	210	1 677,00	11,06
– position 2	230	1 773,00	11,69
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 870,00	12,33
– position 2	270	1 966,00	12,96
(*) Le coefficient 150 est déconnecté de la grille et fixé à la valeur indiquée.			

### Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans (siège de la CAPEB région Centre).

Fait à Orléans, le 19 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3002

**Convention collective nationale**

**BÂTIMENT**

**IDCC : 2609. – ETAM**

ACCORD DU 19 AVRIL 2016  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2016  
(CENTRE)

NOR : ASET1650667M

IDCC : 2609

Entre :

La CAPEB Centre ;

La FFB Centre ;

La FFIE DR Centre,

D'une part, et

Le SFRC FO ;

L'UR Centre CFDT ;

L'UR CFE-CGC Centre ;

La CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre III de la convention collective nationale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 12 juillet 2006, étendue par arrêté ministériel du 5 juin 2007, et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Centre.

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Centre est fixé comme suit :

*(Voir tableau page suivante)*

A compter du 1<sup>er</sup> juin 2016

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMAL
A	1 499
B	1 583
C	1 701
D	1 812
E	2 008
F	2 304
G	2 526
H	2 746

## Article 2

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15<sup>e</sup>, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans (siège de la CAPEB région Centre).

Fait à Orléans, le 19 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective nationale**

**IDCC : 3097. – PRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE  
(19 janvier 2012)**

(Etendue par arrêté du 31 mars 2015,  
*Journal officiel* du 10 avril 2015)

---

**AVENANT DU 15 JANVIER 2016  
PORTANT RÉVISION DES DISPOSITIONS  
RELATIVES À LA BRANCHE COSTUME (TITRE II DE LA CONVENTION)**

NOR : ASET1650669M  
IDCC : 3097

---

Entre :  
L'AFPF ;  
L'UPF ;  
Le SPI ;  
L'API ;  
L'APC,

D'une part, et

La CGT ;  
La CGT-FO ;  
La CFTC ;  
La CFE-CGC ;  
Le SNTPT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les parties conviennent :

- de compléter la liste des fonctions de la branche costume en ajoutant un titre et une définition de fonction de « premier assistant costumes cinéma », et de fixer pour cette fonction un salaire minimum dans les annexes salaires ;
- et pour la fonction « costumier cinéma » de substituer à celle existant dans la convention une nouvelle définition de fonction.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Création d'une fonction de « premier assistant costumes cinéma »*

Au sein de la branche costume de l'article 2 « Titres et définitions de fonctions » du chapitre I<sup>er</sup> « Titres des fonctions » du titre II « Techniciens de la production cinématographique », après

la fonction de « chef costumier cinéma » et avant la fonction de « costumier cinéma », est ajoutée la fonction de premier assistant costumes comme suit :

« Premier assistant costume » cinéma (cadre)

Il assiste dans ses fonctions le créateur de costumes cinéma et/ou le chef costumier cinéma, avec une fonction d'encadrement d'une équipe, dans la conception, la fabrication, la recherche et les essayages de costumes, dans l'organisation du travail, notamment sur l'élaboration et la gestion du devis costume, ainsi que dans la direction et la gestion du travail de l'équipe dont celui-ci a la responsabilité. Il veille à la logistique du tournage, à la gestion des stocks et à la coordination entre les fournisseurs et la production. Il planifie les durées de location en fonction du plan de travail et assure la restitution des costumes aux loueurs. »

## Article 2

A la définition de fonction du costumier cinéma existant actuellement dans le texte du titre II est substituée la définition suivante :

« Costumier cinéma (non-cadre)

Sous la direction, selon le cas, du créateur de costumes, du chef costumier ou du premier assistant costumes, il collabore à la recherche et aux essayages de costumes, ainsi qu'à l'organisation du travail. Il veille à la logistique du tournage, à la gestion des stocks, à la coordination entre les fournisseurs et la production, ainsi qu'à l'entretien des vestiaires des comédiens et au confort de ces derniers tant lors de l'installation des loges que sur le plateau et assure la supervision de l'activité du ou des habilleurs. Il peut planifier les durées de location en fonction du plan de travail et assure la restitution des costumes aux loueurs. »

## Article 3

### *Salaires minima du premier assistant costumes cinéma*

Annexe I. – Techniciens de la production cinématographique :

Le montant du salaire hebdomadaire base 39 heures du premier assistant costumes cinéma est fixé à 1 300,00 €.

Annexe III. – Techniciens de la production cinématographique – Grille de salaires minima hebdomadaires comprenant des durées d'équivalence :

FONCTION	HEBDOMADAIRE SUR 5 JOURS DE TOURNAGE		
	Heures de travail effectif	Durée incluant la durée d'équivalence	Salaires
1 <sup>er</sup> assistant costumes cinéma	43	46	1 462,50
FONCTION	HEBDOMADAIRE SUR 6 JOURS DE TOURNAGE		
	Heures de travail effectif	Durée incluant la durée d'équivalence	Salaires
1 <sup>er</sup> assistant costumes cinéma	52	56	1 933,75

Annexe III. – Techniciens de la production cinématographique – Intéressement aux recettes d'exploitation »

La fonction de premier assistant costumes et les salaires s'y rapportant sont ajoutés au sein de l'annexe III « Techniciens de la production cinématographique – Intéressement aux recettes d'exploitation » comme suit :

**Grille des salaires minima garantis base 39 heures hebdomadaires  
et montant de l'intéressement correspondant :**

FONCTION	SALAIRE MG	MONTANT intéressement	SALAIRE RÉFÉRENCE
1 <sup>er</sup> assistant costume cinéma	915,00	770,00	1 300,00

**Grille des salaires hebdomadaires comprenant des durées d'équivalence**

FONCTION	HEBDOMADAIRE SUR 5 JOURS DE TOURNAGE				
	Heures de travail effectif	Durée incluant la durée d'équivalence	Salaire MG	Montant intéressement	Salaire référence
1 <sup>er</sup> assistant costumes cinéma	43	46	963,75	997,50	1 462,50
FONCTION	HEBDOMADAIRE SUR 6 JOURS DE TOURNAGE				
	Heures de travail effectif	Durée incluant la durée d'équivalence	Salaire MG	Montant intéressement	Salaire référence
1 <sup>er</sup> assistant costumes cinéma	52	56	1 105,12	1 657,25	1 933,75

**Article 4**

*Entrée en vigueur et dépôt de l'accord*

Il est convenu que les organisations signataires demandent l'extension du présent accord, conformément à l'article L. 2261-1 du code du travail. L'accord sera porté à l'extension par la partie la plus diligente.

Les parties conviennent que le présent accord entrera en vigueur à compter de la date fixée par l'arrêté d'extension ou, à défaut, le lendemain de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 15 janvier 2016.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective**

**IDCC : 1577. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,  
ÉLECTRONIQUES ET CONNEXES  
(Hérault, Aude et Pyrénées-Orientales)  
(7 février 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-11 bis)*

*(Etendue par arrêté du 24 octobre 1990,  
Journal officiel du 28 novembre 1990)*

**ACCORD DU 15 AVRIL 2016**

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES, AUX RÉMUNÉRATIONS  
ANNUELLES GARANTIES ET AUX PRIMES POUR L'ANNÉE 2016**

NOR : ASET1650664M

IDCC : 1577

Entre :

L'UIMM Méditerranée,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

suite aux commissions paritaires en date du 29 mars 2016 et du 15 avril 2016, il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations minimales hiérarchiques*

A compter du 1<sup>er</sup> mai 2016 le barème des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base au calcul de la prime d'ancienneté est modifié par le barème porté en annexe I du présent accord à partir du coefficient 215. Les parties rappellent que, conformément à l'avenant du 23 mars 2012, le barème issu de l'avenant du 14 janvier 2011 est gelé pour les coefficients 140 à 190 inclus des filières ATEC et ouvriers jusqu'à rattrapage par la valeur du point.

Le barème est établi pour un horaire de travail effectif de 35 heures, sur la base mensualisée de 151,66 heures et doit être proratisé en fonction de l'horaire appliqué.



## **Article 2**

### *Rémunérations annuelles garanties*

Conformément aux dispositions de l'avenant du 24 juin 1996 de la convention collective des industries métallurgiques, électroniques et connexes de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, le barème des rémunérations annuelles garanties est fixé à partir de l'année 2016 en annexe II du présent avenant.

Le barème est établi pour un horaire de travail effectif de 35 heures sur la base mensualisée de 151,66 heures et doit être proratisé en fonction de l'horaire appliqué.

## **Article 3**

### *Prime de panier de nuit*

Conformément aux dispositions de l'avenant du 5 octobre 2001 de la convention collective des industries métallurgiques, électroniques et connexes de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales, le montant de la prime de panier de nuit est fixé à 5,18 € au 1<sup>er</sup> mai 2016.

Le présent avenant est fait en dix exemplaires pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du code du travail.

Le présent avenant de salaires fera l'objet d'une extension à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

Fait à Baillargues, le 15 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE I

### Rémunérations minimales hiérarchiques

Entre les organisations syndicales signataires et l'union des industries et métiers de la métallurgie Méditerranée Ouest, il est convenu ce qui suit :

A compter du 1<sup>er</sup> mai 2016, le barème des rémunérations minimales hiérarchiques servant de base au calcul de la prime d'ancienneté est fixé à 4,55 € à partir du coefficient 215. La valeur du point reste gelée pour les coefficients 140 à 190 (selon le barème fixé par l'accord de salaires du 14 janvier 2011) jusqu'à rattrapage.

Date : 1<sup>er</sup> mai 2016.

Base : 151,66 heures.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIERS	ATEC	AM ATELIER
I	140	891	849	–
	145	895	853	–
	155	903	860	–
II	170	914	871	–
	180	–	878	–
	190	929	885	–
III	215	1 027	978	1 047
	225	–	1 024	–
	240	1 147	1 092	1 168
IV	255	1 218	1 160	1 241
	270	1 290	1 229	–
	285	1 362	1 297	1 388
V	305	–	1 388	1 485
	335	–	1 524	1 631
	365	–	1 661	1 777
	395	–	1 797	1 923

## ANNEXE II

### Rémunérations annuelles garanties à partir de 2016

Les rémunérations annuelles garanties suivent la durée du travail. Le montant des rémunérations annuelles garanties doit être adapté en fonction de l'horaire effectivement pratiqué.

RAG base 151,66 heures mensuelles.

*(En euros.)*

NIVEAU	COEFFICIENT	OUVRIERS	ATEC	AM ATELIER
I	140	17 883	17 883	–
	145	17 903	17 903	–
	155	17 923	17 923	–
II	170	18 117	18 010	–
	180	–	18 065	–
	190	18 172	18 117	–
III	215	18 645	18 425	19 128
	225	–	18 481	–
	240	19 200	18 675	19 659
IV	255	20 096	19 597	20 315
	270	20 815	20 484	–
	285	22 196	21 702	23 587
V	305	–	23 303	26 123
	335	–	24 736	27 282
	365	–	27 515	29 548
	395	–	29 446	31 321

CONVENTIONS COLLECTIVES

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1578. – MÉTALLURGIE DE LA LOIRE  
ET DE L'ARRONDISSEMENT D'YSSINGEAUX  
(19 février 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-9 bis)*

(Etendue par arrêté du 7 novembre 1990,

*Journal officiel* du 16 novembre 1990)

(Elargie par arrêté du 4 février 1992,

*Journal officiel* du 16 novembre 1992)

**ACCORD DU 29 MARS 2016**

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS EFFECTIVES GARANTIES ANNUELLES

**AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2016**

NOR : ASET1650658M

IDCC : 1578

Entre :

L'UIMM Loire,

D'une part, et

L'URSM CFDT ;

Le SML CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

La garantie de rémunération effective prévue à l'article 17 c de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingaux est fixée selon les valeurs suivantes :

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	REGA
I	1	140	17 601
	2	145	17 719
	3	155	17 769
II	1	170	17 836
	2	180	17 851
	3	190	17 926
III	1	215	18 489
	2	225	18 568
	3	240	19 580

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	REGA
IV	1	255	21 312
	2	270	21 899
	3	285	23 072
V	1	305	24 224
	2	335	26 637
	3	365	29 054
		395	31 414

Le présent accord fait l'objet des modalités de publicité et de dépôt prévues à l'article 3 de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux du 19 février 1990 et il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations signataires.

Fait à Saint-Etienne, le 29 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1578. – MÉTALLURGIE DE LA LOIRE  
ET DE L'ARRONDISSEMENT D'YSSINGEAUX  
(19 février 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-9 bis)*

(Etendue par arrêté du 7 novembre 1990,

*Journal officiel* du 16 novembre 1990)

(Elargie par arrêté du 4 février 1992,

*Journal officiel* du 16 novembre 1992)

**AVENANT N° 1 DU 29 MARS 2016**

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES**

**AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2016**

NOR : ASET1650659M

IDCC : 1578

Entre :

L'UIMM Loire,

D'une part, et

Le SML CFE-CGC ;

L'URSM CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La valeur du point fixant les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) instituées à l'article 17 *b* de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux est fixée à 4,29 € (base 35 heures) à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

Le présent accord fait l'objet des modalités de publicité et de dépôt prévues à l'article 3 de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingeaux du 19 février 1990 et il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations signataires.

Fait à Saint-Etienne, le 29 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

**Convention collective départementale**

**IDCC : 1578. – MÉTALLURGIE DE LA LOIRE  
ET DE L'ARRONDISSEMENT D'YSSINGEAUX  
(19 février 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-9 bis)*  
(Etendue par arrêté du 7 novembre 1990,  
*Journal officiel* du 16 novembre 1990)  
(Elargie par arrêté du 4 février 1992,  
*Journal officiel* du 16 novembre 1992)

---

**AVENANT N° 3 DU 29 MARS 2016  
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE PANIER DE NUIT  
AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2016  
NOR : ASET1650660M  
IDCC : 1578**

---

Entre :

L'UIMM Loire,

D'une part, et

Le SML CFE-CGC ;

L'URSM CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'indemnité de panier de nuit, telle que définie à l'article 20 *c* de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingaux, est fixée à 5,52 € à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016.

Le présent accord fait l'objet des modalités de publicité et de dépôt prévues à l'article 3 de la convention collective des salariés de la métallurgie de la Loire et de l'arrondissement d'Yssingaux du 19 février 1990 et il est établi en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations signataires.

Fait à Saint-Etienne, le 29 mars 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3341

**Convention collective**

**IDCC : 2615. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
(Pyrénées-Atlantiques et Seignanx)**

**ACCORD DU 20 MAI 2016**  
**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS EFFECTIVES GARANTIES**  
**POUR L'ANNÉE 2016**  
NOR : ASET1650678M  
IDCC : 2615

Entre :

L'UIMM Adour,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

conformément aux dispositions légales relatives à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent accord se réfère aux dispositions de l'accord national modifié du 21 juillet 1975 sur la classification et à l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'avenant du 17 janvier 1991.

Le présent accord fixe le barème applicable à partir de l'année 2016.

**Article 2**

Le barème des rémunérations effectives garanties instauré conformément aux dispositions de l'article 3 de l'accord national du 13 juillet 1983 modifié par l'accord national du 17 janvier 1991 est majoré.

Ces rémunérations effectives garanties, établies pour chacun des divers échelons ou coefficients de la classification découlant de l'accord national du 21 juillet 1975 modifié, ne servent pas de base au calcul de la prime d'ancienneté, elles ne font pas l'objet des majorations de 5 % et 7 % réservées aux ouvriers et aux agents de maîtrise d'atelier.

Les valeurs portées sur le barème ci-joint des rémunérations effectives garanties sont fixées pour une durée hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Elles devront être adaptées en fonction



de l'horaire de travail effectif et donc, le cas échéant, supporter les majorations légales pour heures supplémentaires.

Les rémunérations effectives garanties figurant sur le barème ci-joint font l'objet d'un calcul *pro rata temporis* dans les situations suivantes intervenant en cours d'année :

- embauche ou départ de l'entreprise ;
- suspension du contrat de travail ;
- changement de classement.

### **Article 3**

Ce barème ne s'applique pas aux travailleurs à domicile.

### **Article 4**

Les garanties territoriales de rémunération effective étant fixées pour la durée légale du travail, leurs montants devront être adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif.

Pour l'application de ces garanties, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments annuels bruts de salaires quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paye et supportant des cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception de chacun des éléments suivants :

- prime d'ancienneté et majorations pour travail en équipe, travail du dimanche et travail de nuit, telles que fixées par la convention collective de la métallurgie des Pyrénées-Atlantiques et du Seignanx ;
- heures supplémentaires ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- sommes attribuées dans le cadre d'accords d'intéressement et/ou de participation et n'ayant pas le caractère de salaire ;
- remboursements de frais ne supportant pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

### **Article 5**

Au cas où il apparaîtrait qu'un salarié aurait perçu une rémunération annuelle brute inférieure à la rémunération effective garantie correspondant au classement de son emploi et telle que définie à l'article 4 ci-dessus, l'employeur versera un complément annuel de rémunération au plus tard lors de la paie afférente au mois de janvier 2017.

L'employeur informera le comité d'établissement ou, à défaut, les délégués du personnel du nombre de salariés ayant bénéficié d'un apurement de fin d'année. Les mêmes éléments d'information seront communiqués aux délégués syndicaux des organisations syndicales signataires de l'accord territorial instaurant le barème des rémunérations effectives garanties.

### **Article 6**

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties signataires et pour le dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Bayonne et de Pau dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Pau, le 20 mai 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Rémunérations effectives garanties pour l'année 2016

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	REG 2016
I	1	140	17 601
	2	145	17 657
	3	155	17 678
II	1	170	17 924
	2	180	17 991
	3	190	18 126
III	1	215	18 576
	2	225	18 746
	3	240	19 847
IV	1	255	20 598
	2	270	21 449
	3	285	22 501
V	1	305	24 056
	2	335	26 538
	3	365	30 386
		395	32 796

Brochure n° 3341

**Convention collective**

**IDCC : 2615. – INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES  
(Pyrénées-Atlantiques et Seignanx)**

---

ACCORD DU 20 MAI 2016

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS HIÉRARCHIQUES

AU 1<sup>ER</sup> JUIN 2016

NOR : ASET1650677M

IDCC : 2615

---

Entre :

L'UIMM Adour,

D'une part, et

La CFDT ;

La CGT-FO ;

La CFTC ;

La CFE-CGC,

D'autre part,

conformément aux dispositions légales relatives à la négociation collective, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Le présent accord, qui se réfère aux clauses générales et particulières de la convention collective de la métallurgie des Pyrénées-Atlantiques et du Seignanx du 28 septembre 2006 modifiée par avenant du 18 juillet 2011 et à l'accord national professionnel du 21 juillet 1975 sur la classification, est conclu ce jour et porte effet à dater du 1<sup>er</sup> juin 2016.

**Article 1<sup>er</sup>**

Les nouveaux barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques fixés ci-dessous seront sans répercussion sur les salaires réels actuels si ceux-ci sont supérieurs ; c'est-à-dire que les entreprises pratiquant des salaires réels actuellement supérieurs aux nouveaux barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques n'auront aucune répercussion à prévoir sur les réels.

**Article 2**

En application des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail concernant les conventions collectives, les barèmes des rémunérations minimales hiérarchiques pour les Pyrénées-Atlantiques seront obtenus en multipliant les coefficients hiérarchiques par la valeur du point fixée à 5,37 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2016, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

Un barème particulier majoré de 5 % s'applique aux ouvriers.

Un barème particulier majoré de 7 % s'applique aux agents de maîtrise d'atelier.

### **Article 3**

Les rémunérations minimales hiérarchiques du barème joint en annexe comprennent les compensations pécuniaires dues pour l'ensemble des réductions de la durée du travail.

### **Article 4**

La prime d'ancienneté est calculée dans les conditions ci-après sur le barème des rémunérations minimales hiérarchiques :

- 2 % après 2 ans ;
- 3 % après 3 ans ;
- 4 % après 4 ans ;
- 5 % après 5 ans ;
- 6 % après 6 ans ;
- 7 % après 7 ans ;
- 8 % après 8 ans ;
- 9 % après 9 ans ;
- 10 % après 10 ans ;
- 11 % après 11 ans ;
- 12 % après 12 ans ;
- 13 % après 13 ans ;
- 14 % après 14 ans ;
- 15 % après 15 ans.

Cette prime, calculée séparément et en proportion directe de l'horaire de travail, s'ajoute aux appointements réels de l'intéressé.

La prime d'ancienneté devra figurer, à part, sur le bulletin de paie.

### **Article 5**

Le présent accord est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour être remis à chacune des parties signataires et pour le dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail, à la direction des relations du travail ainsi qu'au secrétariat-greffe des conseils de prud'hommes de Bayonne et de Pau dans les conditions prévues à l'article D. 2231-2 du code du travail.

Les parties signataires conviennent de procéder aux formalités tendant à l'extension du présent accord selon la procédure prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Pau, le 20 mai 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Grille des salaires minimaux hiérarchiques en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2016

Base 35 heures.

(En euros.)

NIVEAU	GRILLE		CLASSIFICATION			SALAIRE MINIMUM HIÉRARCHIQUE		
	Echelon	Coefficient	Administratifs et techniciens	Ouvriers	Maîtrise	Valeur du point 5,37		
						ATAM	Ouvriers <sup>(1)</sup>	Maîtrise atelier <sup>(2)</sup>
I	1	140		O1		751,80	789,39	
	2	145		O2		778,65	817,58	
	3	155		O3		832,35	873,97	
II	1	170		P1		912,90	958,55	
	2	180				966,60		
	3	190		P2		1 020,30	1 071,32	
III	1	215		P3	AM1	1 154,55	1 212,28	1 235,37
	2	225				1 208,25		
	3	240		TA1	AM2	1 288,80	1 353,24	1 379,02
IV	1	255		TA2	AM3	1 369,35	1 437,82	1 465,20
	2	270		TA3		1 449,90	1 522,40	
	3	285		TA4	AM4	1 530,45	1 606,97	1 637,58
V	1	305			AM5	1 637,85		1 752,50
	2	335			AM6	1 798,95		1 924,88
	3	365			AM7	1 960,05		2 097,25
(1) Barème comprenant la majoration de 5 % prévue par l'accord national du 30 janvier 1980 et l'avenant du 4 février 1983.								
(2) Barème comprenant la majoration de 7 % prévue par le protocole d'accord national du 30 janvier 1980.								

**Convention collective**

**IDCC : 1592. – INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE  
(Valenciennois et Cambrésis)  
(13 juillet 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)*  
(Etendue par arrêté du 10 juillet 1991,  
*Journal officiel* du 23 juillet 1991)

---

**AVENANT DU 4 AVRIL 2016**

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS ANNUELLES HIÉRARCHIQUES GARANTIES  
POUR L'ANNÉE 2016**

NOR : ASET1650662M

IDCC : 1592

Entre :

L'UIMM Grand Hainaut,

D'une part, et

La CGT FO Valenciennes ;

La CFTC Valenciennes ;

La CFE-CGC Valenciennes ;

La CFTC Cambrai ;

La CFE-CGC Cambrai ;

La CGT-FO Cambrai,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

Les parties signataires du présent accord considèrent que l'industrie française, en particulier la métallurgie, nécessite une véritable mobilisation pour que, tout comme les hommes, les femmes puissent y exercer leurs compétences et qualités propres et y développer leurs talents dans leur intérêt propre et dans l'intérêt général.

Elles rappellent l'importance du respect de la mixité et de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Les parties signataires rappellent également que le présent accord sur les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) ne peut avoir pour conséquence d'interférer sur les négociations dans les entreprises.

## **Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant a pour objet de déterminer, en application et dans le cadre de l'accord du 9 juillet 1992, les rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) à partir de l'année 2016 dans les entreprises relevant du champ d'application territorial et professionnel de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

## **Article 2**

Le barème des rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG) est établi sur la base de 151,67 heures, correspondant à un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures. Il figure en annexe du présent avenant et a pour objet exclusif d'apporter à l'ensemble des salariés des entreprises concernées la garantie de rémunérations minimales annuelles.

Le barème sera adapté à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

## **Article 3**

Concernant l'assiette de calcul des RAHG, les parties signataires rappellent l'article 2 de l'accord du 9 juillet 1992, à savoir :

« Pour l'application de cette garantie annuelle, il sera tenu compte de l'ensemble des éléments bruts de salaire, quelles qu'en soient la nature et la périodicité, soit de toutes les sommes brutes figurant sur le bulletin de paie mensuel et supportant des cotisations en vertu de la législation sur la sécurité sociale à l'exception de celles correspondant :

- à des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole n'ayant pas eu explicitement pour but d'assurer le complément de rémunération prévue à l'article 7 de l'accord du 9 juillet 1992 ;
- à des remboursements de frais ;
- aux contrats d'intéressement (ordonnance du 7 janvier 1958 modifiée) ;
- à la participation des salariés aux résultats de l'entreprise telle que prévue par l'ordonnance du 17 août 1967 modifiée ;
- à des majorations pour travaux pénibles, dangereux ou insalubres découlant de l'application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis ;
- aux majorations pour heures supplémentaires ;
- à la prime d'ancienneté prévue par la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis. »

## **Article 4**

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

## **Article 5**

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et Cambrai, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 4 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Barème des rémunérations annuelles hiérarchiques garanties (RAHG)

Durée légale de 35 heures.

Base : 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures.

*(En euros.)*

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	TRAVAILLEURS manuels	ADMINISTRATIFS et techniciens	MAÎTRISE atelier
V	4	395		28 756	30 392
	3	365		26 741	28 536
	2	335		24 610	26 271
	1	305		22 697	24 325
IV	3	285	22 238	21 310	22 698
	2	270	21 164	20 444	
	1	255	20 231	19 704	21 022
III	3	240	19 508	19 160	19 892
	2	225		18 721	
	1	215	18 942	18 288	19 038
II	3	190	18 447	17 999	
	2	180		17 900	
	1	170	18 014	17 788	
I	3	155	17 781	17 764	
	2	145	17 615	17 615	
	1	140	17 602	17 602	

Le présent barème doit être adapté à l'horaire de travail effectif auquel sont soumis les salariés.

Fait à Valenciennes, le 4 avril 2016.



**Convention collective**

**IDCC : 1592. – INDUSTRIES DE LA MÉTALLURGIE  
(Valenciennois et Cambrésis)  
(13 juillet 1990)**

*(Bulletin officiel n° 1990-17 bis)*  
(Etendue par arrêté du 10 juillet 1991,  
*Journal officiel* du 23 juillet 1991)

---

**AVENANT DU 4 AVRIL 2016**

**RELATIF À LA VALEUR DU POINT ET À LA PRIME DE PANIER DE NUIT  
AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2016**

NOR : ASET1650661M  
IDCC : 1592

Entre :

L'UIMM Grand Hainaut,

D'une part, et

La CGT-FO Valenciennes ;

La CFTC Valenciennes ;

La CFE-CGC Valenciennes ;

La CFTC Cambrai ;

La CFE-CGC Cambrai ;

La CGT-FO Cambrai,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le présent avenant est conclu dans le cadre et en application de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Il a pour objectif de fixer :

- d'une part, la valeur du point servant de base de calcul aux rémunérations minimales hiérarchiques et à la prime d'ancienneté telle que prévue aux articles 9.3.1 et 9.8 de ladite convention collective et par son annexe I ;
- d'autre part, le montant de la prime de panier de nuit prévue par l'article 10 de la convention susvisée.

**Article 2**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2016, la valeur du point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures, est fixée à 4,16 €.

Pour vérifier si le salarié a bénéficié d'un montant de prime d'ancienneté tel qu'il résulte de la présente valeur du point, il sera notamment tenu compte des éventuelles compensations de la prime d'ancienneté, accordées dans le cadre d'une réduction d'horaire, même si ces compensations ont été intégrées au salaire de base.

### **Article 3**

Les rémunérations minimales hiérarchiques servent notamment de base de calcul aux primes d'ancienneté prévues par l'article 9.8 de la convention collective des industries métallurgiques du Valenciennois et du Cambrésis du 13 juillet 1990.

Leurs valeurs seront adaptées à la durée effective de travail à laquelle sont soumis les salariés.

### **Article 4**

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2016, la prime de panier de nuit est fixée à 7,38 €.

### **Article 5**

Les parties signataires du présent avenant s'engagent à en demander l'extension.

### **Article 6**

Le présent avenant est établi en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des parties signataires et dépôt aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Valenciennes et Cambrai conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Les parties signataires s'engagent également à déposer le présent avenant auprès des services centraux du ministère du travail.

Fait à Valenciennes, le 4 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3350

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2683. – PORTAGE DE PRESSE**

AVENANT DU 22 AVRIL 2016  
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES AU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2016

NOR : ASET1650663M  
IDCC : 2683

Entre :

Le GREPP,

D'une part, et

La CFTC ;

La CFE-CGC ;

La FILPAC CGT ;

La F3C CFDT ;

Le SNPEP FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunération minimale nationale*

ANNEXE V

Rémunération minimale nationale

Base 151,67 heures.

(En euros.)

NIVEAU de rémunération	TOTAL points de cotation (statut)	ÉCHELON national de rémunération	RÉMUNÉRATION horaire minimale	RÉMUNÉRATION minimale pour le personnel mensualisé
Employé				
I	40 à 49	1	9,69	1 469,68
II	50 à 59	2A	9,71	1 472,72
	60 à 65	2B	9,74	1 477,27

NIVEAU de rémunération	TOTAL points de cotation (statut)	ÉCHELON national de rémunération	RÉMUNÉRATION horaire minimale	RÉMUNÉRATION minimale pour le personnel mensualisé
<b>Employé</b>				
III	66 à 72	3A	9,75	1 478,78
	73 à 78	3B	9,78	1 483,33
IV	79 à 84	4A	10,20	1 547,03
	85 à 88	4B	10,43	1 581,92
<b>Agent de maîtrise</b>				
V	88 à 99	5A	11,23	1 703,25
	100 à 110	5B	12,29	1 864,02
VI	111 à 123	6A	12,77	1 936,83
	124 à 132	6B	13,82	2 096,08
<b>Cadre</b>				
VII	133 à 149	7A	14,42	2 187,08
	150 à 166	7B	15,06	2 284,15
VIII	167 à 200	8	17,31	2 625,41
IX	Au-delà de 200	9	De gré à gré	
Pour les porteurs, se reporter à l'article « Rémunération » de l'annexe relative aux porteurs de presse.				

## Article 2

### *Entrée en vigueur*

Les dispositions relatives au minima entreront en vigueur de manière rétroactive le 1<sup>er</sup> avril 2016 suite à sa signature par au moins une organisation syndicale.

Fait à Paris, le 22 avril 2016

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS**  
**ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

AVENANT N° 9 DU 3 MAI 2016  
AU PROTOCOLE D'ACCORD DU 30 JUIN 2004  
RELATIF AUX CONDITIONS SPÉCIFIQUES D'EMPLOI DES PERSONNELS DES ENTREPRISES  
EXERÇANT DES ACTIVITÉS DE PRESTATIONS LOGISTIQUES

NOR : ASET1650676M

IDCC : 16

Entre :

L'UFT ;

L'UNOSTRA ;

L'OTRE ;

La FEDIMAG,

D'une part, et

La FGTE CFDT ;

Le SNATT CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le protocole d'accord relatif aux conditions spécifiques d'emploi des personnels des entreprises exerçant des activités de prestations logistiques du 30 juin 2004, modifié en dernier lieu par l'avenant n° 8 du 17 mars 2015, est à nouveau modifié comme suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations conventionnelles*

Les taux horaires conventionnels et les garanties annuelles de rémunération des personnels ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise ainsi que les rémunérations annuelles garanties des personnels ingénieurs et cadres des entreprises exerçant des activités de prestations logistiques sont revalorisés à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016, conformément aux tableaux joints en annexe au présent avenant.

Ces différents tableaux seront intégrés dans les CCNA 1 à 4 de la convention collective nationale des transports routiers et des activités auxiliaires du transport.

Dans l'hypothèse d'un éventuel rattrapage des taux horaires des minima conventionnels de certains coefficients des tableaux joints par le taux horaire du Smic, il est rappelé que c'est le taux horaire du Smic qui s'applique et qui figure dans les grilles en lieu et place du taux conventionnel.

## **Article 2**

### *Entrée en vigueur*

Les dispositions du présent avenant entrent en vigueur dès sa signature.

## **Article 3**

### *Dépôt et publicité*

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 3 mai 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### PERSONNELS OUVRIERS

#### Taux horaires applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	À L'EMBAUCHE	APRÈS 6 mois	APRÈS 2 ans	APRÈS 5 ans	APRÈS 10 ans	APRÈS 15 ans
110 L	Opérateur, emballeur	9,69	9,73	9,9246	10,1192	10,3138	10,5084
	Manutentionnaire logistique	9,69	9,73	9,9246	10,1192	10,3138	10,5084
115 L	Préparateur de commandes	9,70	9,81	10,0062	10,2024	10,3986	10,5948
	Agent logistique	9,70	9,81	10,0062	10,2024	10,3986	10,5948
120 L	Contrôleur, flasheur	9,72	9,86	10,0572	10,2544	10,4516	10,6488
	Agent de maintenance d'entrepôt logistique	9,72	9,86	10,0572	10,2544	10,4516	10,6488
125 L	Cariste en prestation logistique <sup>(1)</sup>	9,74	9,92	10,1184	10,3168	10,5152	10,7136
138 L	Opérateur de ligne	9,76	9,98	10,1796	10,3792	10,5788	10,7784

(1) Pour les caristes 1<sup>er</sup> degré (coefficient 115) et 2<sup>e</sup> degré (coefficient 120), se reporter aux barèmes des rémunérations conventionnelles des ouvriers du TRM et des AAT.

### PERSONNELS OUVRIERS

#### Garanties annuelles de rémunération applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016 (pour 151,67 heures mensuelles)

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	À L'EMBAUCHE	APRÈS 2 ans	APRÈS 5 ans	APRÈS 10 ans	APRÈS 15 ans
110 L	Opérateur, emballeur	18 667,03	19 040,37	19 413,71	19 787,05	20 160,39
	Manutentionnaire logistique	18 667,03	19 040,37	19 413,71	19 787,05	20 160,39
115 L	Préparateur de commandes	18 826,29	19 202,82	19 579,34	19 955,87	20 332,39
	Agent logistique	18 826,29	19 202,82	19 579,34	19 955,87	20 332,39
120 L	Contrôleur, flasheur	18 906,45	19 284,58	19 662,71	20 040,84	20 418,97
	Agent de maintenance d'entrepôt logistique	18 906,45	19 284,58	19 662,71	20 040,84	20 418,97
125 L	Cariste en prestation logistique <sup>(1)</sup>	19 034,30	19 414,99	19 795,67	20 176,36	20 557,04
138 L	Opérateur de ligne	19 111,94	19 494,18	19 876,42	20 258,66	20 640,90

(1) Pour les caristes 1<sup>er</sup> degré (coefficient 115) et 2<sup>e</sup> degré (coefficient 120), se reporter aux barèmes des rémunérations conventionnelles des ouvriers du TRM et des AAT.

PERSONNELS EMPLOYÉS

**Taux horaires applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016**

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	À L'EMBAUCHE	APRÈS 6 mois	APRÈS 3 ans	APRÈS 6 ans	APRÈS 9 ans	APRÈS 12 ans	APRÈS 15 ans
110 L	Assistant inven- taire	9,76	9,92	10,2176	10,5152	10,8128	11,1104	11,4080
120 L	Employé d'ordon- nancement	9,81	9,98	10,2794	10,5788	10,8782	11,1776	11,4770
	Agent administra- tif logistique	9,81	9,98	10,2794	10,5788	10,8782	11,1776	11,4770

**Garanties annuelles de rémunération applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016  
pour 151,67 heures mensuelles**

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	À L'EMBAUCHE	APRÈS 3 ans	APRÈS 6 ans	APRÈS 9 ans	APRÈS 12 ans	APRÈS 15 ans
110 L	Assistant inven- taire	19 000,71	19 570,73	20 140,75	20 710,77	21 280,80	21 850,82
120 L	Employé d'or- donnancement	19 112,22	19 685,59	20 258,95	20 832,32	21 405,69	21 979,05
	Agent adminis- tratif logistique	19 112,22	19 685,59	20 258,95	20 832,32	21 405,69	21 979,05

PERSONNELS TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE

**Taux horaires applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016**

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	À L'EMBAUCHE	APRÈS 3 ans	APRÈS 6 ans	APRÈS 9 ans	APRÈS 12 ans	APRÈS 15 ans
150 L	Technicien de maintenance d'entrepôt logis- tique	11,12	11,4536	11,7872	12,1208	12,4544	12,7880
157,5 L	Chef d'équipe logistique	11,20	11,5360	11,8720	12,2080	12,5440	12,8800
	Gestionnaire de stocks	11,20	11,5360	11,8720	12,2080	12,5440	12,8800
	Correspondant du responsable management de la qualité	11,20	11,5360	11,8720	12,2080	12,5440	12,8800
	Responsable ou superviseur de lignes	11,20	11,5360	11,8720	12,2080	12,5440	12,8800



COEF.	EMPLOI	À L'EMBAUCHE	APRÈS 3 ans	APRÈS 6 ans	APRÈS 9 ans	APRÈS 12 ans	APRÈS 15 ans
165 L	Chef de quai logistique	11,62	11,9686	12,3172	12,6658	13,0144	13,3630
200 L	Chef d'exploitation logistique	13,89	14,3067	14,7234	15,1401	15,5568	15,9735
	Responsable maintenance d'entrepôt logistique	13,89	14,3067	14,7234	15,1401	15,5568	15,9735
	Responsable service client logistique	13,89	14,3067	14,7234	15,1401	15,5568	15,9735
	Responsable conditionnement à façon	13,89	14,3067	14,7234	15,1401	15,5568	15,9735

PERSONNELS TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE

**Garanties annuelles de rémunération applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016  
(pour 151,67 heures mensuelles)**

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	À L'EMBAUCHE	APRÈS 3 ans	APRÈS 6 ans	APRÈS 9 ans	APRÈS 12 ans	APRÈS 15 ans
150 L	Technicien de maintenance d'entrepôt logistique	21 342,34	21 982,61	22 622,88	23 263,15	23 903,42	24 543,69
157,5 L	Chef d'équipe logistique	21 476,17	22 120,46	22 764,74	23 409,03	24 053,31	24 697,60
	Gestionnaire de stocks	21 476,17	22 120,46	22 764,74	23 409,03	24 053,31	24 697,60
	Correspondant du responsable management de la qualité	21 476,17	22 120,46	22 764,74	23 409,03	24 053,31	24 697,60
	Responsable ou superviseur de lignes	21 476,17	22 120,46	22 764,74	23 409,03	24 053,31	24 697,60
165 L	Chef de quai logistique	22 301,30	22 970,34	23 639,38	24 308,42	24 977,46	25 646,50
200 L	Chef d'exploitation logistique	26 297,17	27 086,09	27 875,00	28 663,92	29 452,83	30 241,75
	Responsable maintenance d'entrepôt logistique	26 297,17	27 086,09	27 875,00	28 663,92	29 452,83	30 241,75
	Responsable service client logistique	26 297,17	27 086,09	27 875,00	28 663,92	29 452,83	30 241,75
	Responsable conditionnement à façon	26 297,17	27 086,09	27 875,00	28 663,92	29 452,83	30 241,75

**Rémunérations annuelles garanties applicables à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016  
(pour 151,67 heures mensuelles)**

(En euros.)

COEF.	EMPLOI	À L'EMBAUCHE		APRÈS 5 ANS		APRÈS 10 ANS		APRÈS 15 ANS	
		Rémunération annuelle garantie	Paie mensuel minimum	Rémunération annuelle garantie	Paie mensuel minimum	Rémunération annuelle garantie	Paie mensuel minimum	Rémunération annuelle garantie	Paie mensuel minimum
100 L	Responsable management de la qualité	33 937,73	2 545,33	35 634,62	2 672,60	37 331,50	2 799,86	39 028,39	2 927,13
106,5 L	Chef de projet	36 152,13	2 711,41	37 959,74	2 846,98	39 767,34	2 982,55	41 574,95	3 118,12
	Responsable sécurité	36 152,13	2 711,41	37 959,74	2 846,98	39 767,34	2 982,55	41 574,95	3 118,12
113 L	Directeur d'exploitation logistique	38 350,12	2 876,26	40 267,63	3 020,07	42 185,13	3 163,88	44 102,64	3 307,70
	Directeur méthode logistique	38 350,12	2 876,26	40 267,63	3 020,07	42 185,13	3 163,88	44 102,64	3 307,70
119 L	Directeur conditionnement à façon	40 105,25	3 007,89	42 110,51	3 158,29	44 115,78	3 308,68	46 121,04	3 459,08
	Directeur de site logistique	40 105,25	3 007,89	42 110,51	3 158,29	44 115,78	3 308,68	46 121,04	3 459,08
132 L	Directeur de sites logistiques	44 812,90	3 360,97	47 053,55	3 529,02	49 294,19	3 697,06	51 534,84	3 865,11

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS**  
**ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

AVENANT N° 106 DU 4 AVRIL 2016

RELATIF À L'ANNEXE I « OUVRIERS »

NOR : ASET1650675M

IDCC : 16

Entre :

L'UNOSTRA ;

La FNTV,

D'une part, et

La FGTE CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La convention collective nationale annexe I « Dispositions particulières aux ouvriers » en date du 16 juin 1961, modifiée par les avenants n°s 1 à 105, ce dernier en date du 10 mars 2015, est à nouveau modifiée comme suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Barèmes des rémunérations conventionnelles*

Les barèmes des rémunérations conventionnelles (taux horaires et SMPG) des personnels ouvriers des entreprises de transport routier de voyageurs en vigueur sont revalorisés conformément aux tableaux joints au présent avenant.

**Article 2**

*Entrée en application*

Le présent avenant entre en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

**Article 3**

*Dépôt et publicité*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 4 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Entreprises de transport routier de voyageurs

#### *Ouvriers*

Salaires mensuels garantis pour 151,67 heures par mois au 1<sup>er</sup> janvier 2016

*(En euros.)*

GROUPE	COEFFICIENT	TAUX horaire	ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE				
			A l'embauche	Après 2 ans 2 %	Après 5 ans 4 %	Après 10 ans 6 %	Après 15 ans 8 %
2	110 V	9,6700	1 466,65	1 495,98	1 525,31	1 554,65	1 583,98
3	115 V	9,6700	1 466,65	1 495,98	1 525,31	1 554,65	1 583,98
4	120 V	9,6700	1 466,65	1 495,98	1 525,31	1 554,65	1 583,98
5	123 V	9,6700	1 466,65	1 495,98	1 525,31	1 554,65	1 583,98
6	128 V	9,6700	1 466,65	1 495,98	1 525,31	1 554,65	1 583,98
7	131 V	9,8717	1 497,24	1 527,18	1 557,13	1 587,07	1 617,02
	136 V	9,9564	1 510,08	1 540,29	1 570,49	1 600,69	1 630,89
7 bis	137 V	9,9881	1 514,89	1 545,19	1 575,49	1 605,78	1 636,08
8	138 V	10,1682	1 542,22	1 573,06	1 603,91	1 634,75	1 665,60
9	140 V	10,2424	1 553,46	1 584,53	1 615,60	1 646,67	1 677,74
9 bis	145 V	10,4543	1 585,60	1 617,31	1 649,02	1 680,73	1 712,44
10	150 V	10,7084	1 624,14	1 656,62	1 689,10	1 721,59	1 754,07
<p>NB. – En application de la CCN, annexe I, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016, le tableau ci-dessus est majoré, le cas échéant, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– 3 % : qualification de mécanicien ou encaisseur (art. 13, b et c) ;</li> <li>– 13,83 € ou 27,66 € : travail un jour férié (art. 7 ter) ;</li> <li>– 13,83 € ou 27,66 € : travail un dimanche (art. 7 quater).</li> </ul>							

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS**  
**ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

AVENANT N° 91 DU 4 AVRIL 2016  
RELATIF À L'ANNEXE II « EMPLOYÉS »

NOR : ASET1650674M

IDCC : 16

Entre :

L'UNOSTRA ;

La FNTV,

D'une part, et

La FGTE CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La convention collective nationale annexe II « Dispositions particulières aux employés » en date du 27 février 1951, modifiée par les avenants n°s 1 à 90, ce dernier en date du 10 mars 2015, est à nouveau modifiée comme suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Salaires mensuels garantis*

Les barèmes des taux horaires et salaires mensuels garantis des employés des entreprises de transport routier de voyageurs en vigueur sont revalorisés conformément aux tableaux joints au présent avenant.

**Article 2**

*Indemnités complémentaires*

Les montants des indemnités visées au paragraphe *b* de l'article 5 sont revalorisés conformément aux tableaux joints au présent avenant.

**Article 3**

*Entrée en application*

Le présent avenant entre en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

#### **Article 4**

##### *Dépôt et publicité*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 4 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Salaires mensuels garantis pour 151,67 heures par mois au 1<sup>er</sup> janvier 2016

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE					
			A l'embauche	Après 3 ans	Après 6 ans	Après 9 ans	Après 12 ans	Après 15 ans
2	105	9,8136	1 488,43	1 533,09	1 577,74	1 622,39	1 667,05	1 711,70
3	110	9,8136	1 488,43	1 533,09	1 577,74	1 622,39	1 667,05	1 711,70
4	115	9,8161	1 488,81	1 533,48	1 578,14	1 622,81	1 667,47	1 712,14
5	120	9,8176	1489,03	1 533,70	1 578,37	1 623,04	1 667,71	1 712,38
6	125	9,8188	1 489,21	1 533,89	1 578,56	1 623,24	1 667,92	1 712,59
7	132,5	9,9130	1 503,51	1 548,61	1 593,72	1 638,82	1 683,93	1 729,03
8	140	10,0021	1 517,01	1 562,52	1 608,03	1 653,54	1 699,05	1 744,56
9	148,5	10,6119	1 609,51	1 657,79	1 706,08	1 754,36	1 802,65	1 850,93

Sténodactylographe et sténotypiste : 35,41 €.

Traducteur : 141,64 €.

Traducteur et rédacteur : 212,46 €.

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS**  
**ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

AVENANT N° 89 DU 4 AVRIL 2016  
RELATIF À L'ANNEXE III « TECHNICIENS ET AGENTS DE MAÎTRISE »

NOR : ASET1650673M

IDCC : 16

Entre :

L'UNOSTRA ;

La FNTV,

D'une part, et

La FGTE CFDT ;

Le SNATT CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La convention collective nationale annexe III « Dispositions particulières aux techniciens et agents de maîtrise » en date du 30 mars 1951, modifiée par les avenants n°s 1 à 88, ce dernier en date du 10 mars 2015, est à nouveau modifiée comme suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Salaires mensuels garantis*

Les barèmes des taux horaires et salaires mensuels garantis des techniciens et agents de maîtrise des entreprises de transport routier de voyageurs en vigueur sont revalorisés conformément aux tableaux joints au présent avenant.

**Article 2**

*Indemnités complémentaires*

Les montants des indemnités visées au paragraphe *b* de l'article 6 sont revalorisés conformément aux tableaux joints au présent avenant.

**Article 3**

*Entrée en application*

Le présent avenant entre en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.



#### **Article 4**

##### *Dépôt et publicité*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 4 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

### Salaires mensuels garantis pour 151,67 heures par mois au 1<sup>er</sup> janvier 2016

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	TAUX HORAIRE	ANCIENNETÉ DANS L'ENTREPRISE					
			A l'embauche	Après 3 ans	Après 6 ans	Après 9 ans	Après 12 ans	Après 15 ans
1	150	10,7214	1 626,12	1 674,91	1 723,69	1 772,47	1 821,26	1 870,04
2	157,5	11,2549	1 707,03	1 758,25	1 809,46	1 860,67	1 911,88	1 963,09
3	165	11,7948	1 788,92	1 842,59	1 896,26	1 949,93	2 003,60	2 057,26
4	175	12,5142	1 898,03	1 954,98	2 011,92	2 068,86	2 125,80	2 182,74
5	185	13,2181	2 004,79	2 064,94	2 125,08	2 185,23	2 245,37	2 305,51
6	200	14,2889	2 167,20	2 232,22	2 297,23	2 362,25	2 427,26	2 492,28
7	215	15,3597	2 329,61	2 399,50	2 469,38	2 539,27	2 609,16	2 679,05
8	225	16,0789	2 438,69	2 511,85	2 585,01	2 658,17	2 731,33	2 804,49

Traducteur : 143,10 €.

Traducteur et rédacteur : 214,65 €.

Brochure n° 3085

**Convention collective nationale**

**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS  
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES DU TRANSPORT**

---

AVENANT N° 81 DU 4 AVRIL 2016  
RELATIF À L'ANNEXE IV « INGÉNIEURS ET CADRES »

NOR : ASET1650671M

IDCC : 16

Entre :

L'UNOSTRA ;

La FNTV,

D'une part, et

La FGTE CFDT ;

Le SNATT CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La convention collective nationale annexe IV « Dispositions particulières aux ingénieurs et cadres » en date du 30 octobre 1951, modifiée par les avenants n°s 1 à 80, ce dernier en date du 10 mars 2015, est à nouveau modifiée comme suit.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Rémunérations annuelles minimales professionnelles garanties*

Les barèmes de rémunérations annuelles minimales professionnelles garanties dans les entreprises de transport routier de voyageurs en vigueur sont revalorisés conformément aux tableaux joints au présent avenant.

**Article 2**

*Entrée en application*

Le présent avenant entre en application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### **Article 3**

#### *Dépôt et publicité*

Le présent avenant fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2231-6, L. 2261-1, D. 2231-2 et L. 2261-15 du code du travail.

Fait à Paris, le 4 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

## ANNEXE

Pour 151,67 heures incluant les éventuelles indemnités différentielles instituées dans le cadre  
des lois sur la réduction du temps de travail

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016

(En euros.)

GROUPE	COEFFICIENT	ANCIENNETÉ DANS LE GROUPE	RÉMUNÉRATION annuelle garantie (art. 5, al. 4)	PAIEMENT MENSUEL minimal (art. 6-4, al. 5)
1	100	Jusqu'à 5 ans	30 136,65	2 260,25
		De 5 à 10 ans	31 643,48	2 373,26
		De 10 à 15 ans	33 150,32	2 486,27
		Après 15 ans	34 657,15	2 599,29
2	106,5	Jusqu'à 5 ans	32 095,87	2 407,19
		De 5 à 10 ans	33 700,66	2 527,55
		De 10 à 15 ans	35 305,45	2 647,91
		Après 15 ans	36 910,25	2 768,27
3	113	Jusqu'à 5 ans	34 054,28	2 554,07
		De 5 à 10 ans	35 756,99	2 681,77
		De 10 à 15 ans	37 459,70	2 809,48
		Après 15 ans	39 162,42	2 937,18
4	119	Jusqu'à 5 ans	35 861,93	2 689,64
		De 5 à 10 ans	37 655,02	2 824,13
		De 10 à 15 ans	39 448,12	2 958,61
		Après 15 ans	41 241,22	3 093,09
5	132	Jusqu'à 5 ans	39 779,92	2 983,49
		De 5 à 10 ans	41 768,91	3 132,67
		De 10 à 15 ans	43 757,91	3 281,84
		Après 15 ans	45 746,90	3 431,02
6	145	Jusqu'à 5 ans	43 697,71	3 277,33
		De 5 à 10 ans	45 882,60	3 441,19
		De 10 à 15 ans	48 067,48	3 605,06
		Après 15 ans	50 252,37	3 768,93
7	Cadres supérieurs	Voir article 6.3 de la présente convention, annexe IV		
NB. – Les rémunérations minimales professionnelles garanties fixées par le tableau ci-dessus sont majorées de 10 % dans la région parisienne (art. 5, al. 2).				

Brochure n° 3212

**Accords nationaux**  
**ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE**  
**Personnel intérimaire**  
**Personnel permanent**

---

AVENANT N° 4 DU 5 FÉVRIER 2016  
À L'ACCORD DU 10 JUILLET 2009 RELATIF AUX GARANTIES PRÉVOYANCE  
DES INTÉRIMAIRES CADRES ET À L'ANNEXE « RÈGLEMENT INTÉRIEUR  
DU FONDS DE SOLIDARITÉ PROFESSIONNELLE »

NOR : ASET1650668M

Entre :

Le PRISM' Emploi,

D'une part, et

La CGT-FO ;

Le FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il est tout d'abord rappelé que l'accord du 10 juillet 2009, relatif au régime de prévoyance des intérimaires cadres, ci-après appelé « l'accord », est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et a ensuite été modifié par trois avenants datés des 23 juin 2011, 14 janvier 2014 et 31 janvier 2015.

Au vu des montants constatés dans les réserves du régime des intérimaires cadres au 31 décembre 2014 et dans la perspective de diminuer ces montants, les partenaires sociaux ont décidé de reconduire jusqu'au 31 décembre 2016 les mesures temporaires prises en janvier 2015 et qui sont les suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Délai de carence*

**Article 1.1**

*Révision de l'article 1.1.2 « Délai de carence »*

A l'article 1.1.2 de l'accord, la disposition instaurant un délai de carence de 7 jours pour bénéficier d'une indemnité complémentaire au titre d'un arrêt de travail est modifiée.

En conséquence, le délai de carence est ramené à 4 jours pendant toute la durée d'application du présent avenant. L'indemnité complémentaire est due à compter du cinquième jour calendaire d'incapacité de travail telle que mentionnée sur le certificat médical.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 1.2**

### *Révision des intitulés des chapitres 1<sup>er</sup> et 2 du titre II*

Aux chapitres 1<sup>er</sup> et 2 du titre II, les intitulés instaurant une durée d'indemnisation de 88 jours sont remplacés par une durée d'indemnisation de 91 jours.

## **Article 1.3**

### *Révision des articles 1.1.1, 1.1.3, 1.1.4.2, 1.1.5, 2.1.1, 2.1.4.2, 2.2.1*

Aux articles 1.1.1, 1.1.3, 1.1.4.2, 1.1.5, 2.1.1, 2.1.4.2, 2.2.1, les dispositions instaurant une durée d'indemnisation de 88 jours sont modifiées.

La durée d'indemnisation est portée de 88 jours à 91 jours.

## **Article 1.4**

### *Révision des articles 1.1.4.1, 2.1.4.1*

Aux articles 1.1.4.1 et 2.1.4.1, les dispositions instaurant une durée d'indemnisation de 58 jours sont modifiées.

La durée d'indemnisation est portée de 58 jours à 61 jours.

## **Article 2**

### *Extension de couverture pendant les congés payés*

## **Article 2.1**

### *Révision de l'article 1.1.1 « Bénéficiaires »*

Les dispositions de l'article 1.1.1 restent inchangées et sont complétées des trois alinéas suivants :

L'arrêt est réputé être intervenu pendant la durée du contrat de mission lorsqu'il survient au cours d'une période de jours ouvrés immédiatement postérieurs à la date de fin de mission appréciée en fonction du nombre d'heures ayant donné lieu au calcul de l'indemnité compensatrice de congés payés au titre de chaque mission. L'extension de couverture se calcule à raison d'un jour ouvré pour 70 heures de travail dans la limite de 25 jours ouvrés.

Lorsque l'organisation des missions de travail temporaire aboutit à un enchaînement de contrats générant des périodes d'intermission pouvant être qualifiées de repos hebdomadaire, l'extension de couverture se calcule en prenant en compte les contrats successifs.

La condition des 70 heures par jour d'extension de couverture s'applique en fonction du nombre d'heures effectif (hors « équivalent temps » tel que prévu au dernier alinéa de l'article 4.0.1 de l'accord).

## **Article 2.2**

### *Révision du préambule du titre I<sup>er</sup>, chapitre IV*

Les dispositions du préambule restent inchangées et sont complétées des trois alinéas suivants :

Le décès est réputé être intervenu pendant la durée du contrat de mission lorsqu'il survient au cours d'une période de jours ouvrés immédiatement postérieurs à la date de fin de mission appréciée en fonction du nombre d'heures ayant donné lieu au calcul de l'indemnité compensatrice de congés payés au titre de chaque mission. L'extension de couverture se calcule à raison d'un jour ouvré pour 70 heures de travail dans la limite de 25 jours ouvrés.

Lorsque l'organisation des missions de travail temporaire aboutit à un enchaînement de contrats générant des périodes d'intermission pouvant être qualifiées de repos hebdomadaire, l'extension de couverture se calcule en prenant en compte les contrats successifs.

La condition des 70 heures par jour d'extension de couverture s'applique en fonction du nombre d'heures effectif (hors « équivalent temps » tel que prévu au dernier alinéa de l'article 4.0.1 de l'accord).

### **Article 3**

#### *Révision de l'article 3 de l'annexe « Règlement intérieur du fonds de solidarité professionnelle Financement »*

A l'article 3 « Financement », il est prévu que les signataires de l'annexe « Règlement intérieur du fonds de solidarité professionnelle » peuvent réviser le budget dédié au fonds de solidarité professionnelle dans le cadre du comité paritaire de suivi.

Par le présent avenant, les parties signataires conviennent d'attribuer une dotation supplémentaire au fonds de solidarité professionnelle de 550 000 € afin d'indemniser les intérimaires cadres et non cadres en cas de maladie grave et redoutée.

Un budget complémentaire exceptionnel est alloué à hauteur de :

- 1 000 000 € pour les actions de prévention santé ;
- 2 000 000 € pour les actions sociales.

Ces dotations seront financées par les réserves de stabilité ou les réserves générales constituées dans le cadre de la gestion des régimes de prévoyance des salariés intérimaires cadres et non cadres, à hauteur d'une quote-part entre les réserves respectives des deux régimes à déterminer par les organisations signataires du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

### **Article 4**

#### *Suspension des conditions d'heures*

#### **Article 4.1**

##### *Révision de l'article 1.1.1*

A l'article 1.1.1 de l'accord, les dispositions instaurant des conditions d'heures pour bénéficier d'une indemnité complémentaire lors de la survenance d'arrêts de travail inférieurs ou égaux à 95 jours et selon lesquelles le salarié intérimaire doit :

« Justifier des conditions suivantes :

- soit avoir effectué 590 heures de travail dans la profession du travail temporaire, dont 150 heures dans l'entreprise de travail temporaire avec laquelle le contrat suspendu a été conclu, au cours des 12 mois précédant le premier jour de l'arrêt de travail mentionné au certificat médical ;
- soit avoir effectué 1 400 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 24 mois précédant l'arrêt de travail.

Les salariés justifient des heures de travail effectuées dans la profession par la présentation des bulletins de paie. »

cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.



## **Article 4.2**

### *Révision de l'article 1.2.1*

A l'article 1.2.1 de l'accord, les dispositions instaurant la mise en place de conditions d'heures pour bénéficier d'une indemnité complémentaire lors de la survenance d'arrêts de travail supérieurs à 95 jours, et selon lesquelles le salarié intérimaire doit :

– « Justifier de 1 800 heures dans la profession au cours des 24 mois précédant l'arrêt de travail. »  
et

– « Les salariés justifient des heures de travail effectuées dans la profession par la présentation des bulletins de paie. »

cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 4.3**

### *Abrogation de l'article 1.3.1*

L'article 1.3.1 de l'accord du 10 juillet 2009, relatif à la condition d'ancienneté pour bénéficier de la garantie invalidité, cesse de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

## **Article 4.4**

### *Révision de l'article 1.4.4*

Au 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 1.4.4, les termes « dès lors que la victime justifiait de 1 800 heures de travail dans la profession dans les 24 mois précédant le décès » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 4.5**

### *Révision du préambule du titre I<sup>er</sup>, chapitre V*

Dans le 4<sup>e</sup> paragraphe du préambule du titre I<sup>er</sup>, chapitre 5, les termes : « En outre, une rente éducation au profit des ayants droit de la victime est versée à condition que le salarié justifie de 1 800 heures de travail dans la profession au cours des 24 mois précédant l'arrêt de travail. » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste du préambule est inchangé.

## **Article 4.6**

### *Révision de l'article 1.5.2*

Au 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 1.5.2, les termes « dès lors que la victime justifiait de 1 800 heures de travail dans la profession dans les 24 mois précédant le décès » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 4.7**

### *Révision de l'article 1.5.4*

Au 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article 1.5.4, les termes « dès lors que le salarié justifiait de 1 800 heures de travail dans la profession dans les 24 mois précédant la reconnaissance de la PTIA » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 4.8**

### *Révision de l'article 2.1.1*

Au 3<sup>e</sup> alinéa du 1<sup>er</sup> paragraphe et au 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 2.1.1, les termes :

« Justifier des conditions suivantes :

- soit 590 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 12 mois précédant le premier jour de l'arrêt de travail porté sur le certificat médical ;
- soit 1 400 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 24 mois précédant le premier jour de l'arrêt de travail porté sur le certificat médical ;
- lorsque l'accident de travail entraîne un arrêt de travail continu de plus de 19 jours calendaires, aucune condition minimale d'heures de travail dans la profession n'est exigée.

Les salariés justifient des heures de travail effectuées dans la profession par la présentation des bulletins de paie. »

cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 4.9**

### *Révision de l'article 2.5.6*

Au 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article 2.5.6, les termes « dès lors que le salarié justifiait de 1 800 heures de travail dans la profession dans les 24 mois précédant la reconnaissance de la PTIA » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 4.10**

### *Révision de l'article 3.0.1*

Au 1<sup>er</sup> paragraphe, 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 3.0.1, les termes :

« des conditions suivantes :

- soit 590 heures de travail, au cours des 12 mois précédant la date du congé, dans la profession du travail temporaire ;
- soit 1 400 heures de travail dans la profession de travail temporaire au cours des 24 mois précédant la date prévue pour le congé de maternité ou d'adoption.

Les salariés justifient des heures de travail effectuées dans la profession par la présentation des bulletins de paie. »

cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Au dernier paragraphe de l'article 3.0.1, les termes « les conditions d'heures » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 4.11**

### *Révision de l'article 4 de l'annexe « Règlement intérieur du fonds de solidarité professionnelle Conditions d'attribution »*

L'article 4 de l'annexe est renommé « Conditions d'attribution des aides financières au titre des maladies redoutées ».

Cet article 4 de l'annexe instaure la mise en place de conditions d'heures pour bénéficier du fonds de solidarité professionnelle en cas de maladie grave et redoutée, sans lien avec le travail, dont la reconnaissance intervient au cours d'une période de 15 jours suivant la fin de la mission, selon les modalités suivantes :

« – Justifier de 450 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 12 mois précédant l'arrêt de travail, dont 150 heures dans l'entreprise de travail temporaire ;  
– ou bien de 1 400 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 24 mois précédant l'arrêt de travail. »

Pendant toute la durée d'application du présent avenant, les conditions d'heures cessent de produire effet.

## Article 5

### *Dispositions relatives à l'article 5.0.3 « Cotisations »*

L'article 5.0.3 est complété comme suit :

« Un taux d'appel de 0 % sera appliqué sur les cotisations sur la partie de rémunération supérieure au plafond de la sécurité sociale. »

### Rappel des taux contractuels

*(En pourcentage.)*

SALAIRE	EMPLOYEUR	SALARIÉ
< Tranche A	1,50	0
> Tranche A	0,15	0

### Taux appelés

*(En pourcentage.)*

SALAIRE	EMPLOYEUR	SALARIÉ
< Tranche A	1,50	0
> Tranche A	0	0

Le taux d'appel réduit, pendant la durée de son application, et à due concurrence, la cotisation effectivement due par les employeurs et les salariés. »

## Article 6

### *Date d'effet. – Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée.

Ses dispositions prennent effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2016. A compter de cette date, les dispositions cesseront de produire effet et ne pourront en aucun cas être reconduites tacitement.

En conséquence :

- les dispositions de l'accord du 10 juillet 2009 et de ses avenants 1 et 2 continuent à s'appliquer pour tout sinistre dont le fait générateur est antérieur au 1<sup>er</sup> février 2015 ;
- tout sinistre intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 sera régi par les dispositions de l'accord telles qu'elles existaient avant le 1<sup>er</sup> février 2015.

## Article 7

### *Formalités de dépôt*

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Fait à Paris, le 5 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3212

**Accords nationaux**  
**ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE**  
**Personnel intérimaire**  
**Personnel permanent**

---

AVENANT N° 5 DU 5 FÉVRIER 2016  
À L'ACCORD DU 10 JUILLET 2009 RELATIF AUX GARANTIES PRÉVOYANCE  
DES INTÉRIMAIRES NON CADRES ET À L'ANNEXE « RÈGLEMENT INTÉRIEUR  
DU FONDS DE SOLIDARITÉ PROFESSIONNELLE »

NOR : ASET1650670M

Entre :

Le PRISM' Emploi,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Il est tout d'abord rappelé que l'accord du 10 juillet 2009, relatif au régime de prévoyance des intérimaires non cadres, ci-après appelé « l'accord », est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2010 et a ensuite été modifié par quatre avenants datés des 23 juin 2011, 14 janvier 2014, 27 juin 2014 et 31 janvier 2015.

Au vu des montants constatés dans les réserves du régime des intérimaires non cadres au 31 décembre 2014 et dans la perspective de diminuer ces montants, les partenaires sociaux ont décidé de reconduire jusqu'au 31 décembre 2016 les mesures temporaires prises en juin 2014 et en janvier 2015, à savoir :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Délai de carence*

**Article 1.1**

*Révision de l'article 1.1.2 « Délai de carence »*

A l'article 1.1.2 de l'accord, la disposition instaurant un délai de carence de 7 jours pour bénéficier d'une indemnité complémentaire au titre d'un arrêt de travail est modifiée.

En conséquence, le délai de carence est ramené à 4 jours pendant toute la durée d'application du présent avenant. L'indemnité complémentaire est due à compter du cinquième jour calendaire d'incapacité de travail telle que mentionnée sur le certificat médical.

Le reste de l'article est inchangé.

## **Article 1.2**

### *Révision des intitulés des chapitres I<sup>er</sup> et 2 du titre II*

Aux chapitres I<sup>er</sup> et II du titre II, les intitulés instaurant une durée d'indemnisation de 88 jours sont remplacés par une durée d'indemnisation de 91 jours.

## **Article 1.3**

### *Révision des articles 1.1.1, 1.1.3, 1.1.4.2, 1.1.5, 2.1.1, 2.1.4.2, 2.2.1.*

Aux articles 1.1.1, 1.1.3, 1.1.4.2, 1.1.5, 2.1.1, 2.1.4.2, 2.2.1, les dispositions instaurant une durée d'indemnisation de 88 jours sont modifiées.

La durée d'indemnisation est portée de 88 jours à 91 jours.

## **Article 1.4**

### *Révision des articles 1.1.4.1, 2.1.4.1*

Aux articles 1.1.4.1 et 2.1.4.1, les dispositions instaurant une durée d'indemnisation de 58 jours sont modifiées.

La durée d'indemnisation est portée de 58 jours à 61 jours.

## **Article 2**

### *Extension de couverture pendant les congés payés*

## **Article 2.1**

### *Révision de l'article 1.1.1 « Bénéficiaires »*

Les dispositions de l'article 1.1.1 restent inchangées et sont complétées des trois alinéas suivants :

L'arrêt est réputé être intervenu pendant la durée du contrat de mission lorsqu'il survient au cours d'une période de jours ouvrés immédiatement postérieurs à la date de fin de mission appréciée en fonction du nombre d'heures ayant donné lieu au calcul de l'indemnité compensatrice de congés payés au titre de chaque mission. L'extension de couverture se calcule à raison d'un jour ouvré pour 70 heures de travail dans la limite de 25 jours ouvrés.

Lorsque l'organisation des missions de travail temporaire aboutit à un enchaînement de contrats générant des périodes d'intermission pouvant être qualifiées de repos hebdomadaire, l'extension de couverture se calcule en prenant en compte les contrats successifs.

La condition des 70 heures par jour d'extension de couverture s'applique en fonction du nombre d'heures effectif (hors « équivalent temps » tel que prévu au dernier alinéa de l'article 4.0.1 de l'accord).

## **Article 2.2**

### *Révision du préambule du titre I<sup>er</sup>, chapitre IV*

Les dispositions du préambule restent inchangées et sont complétées des trois alinéas suivants :

Le décès est réputé être intervenu pendant la durée du contrat de mission lorsqu'il survient au cours d'une période de jours ouvrés immédiatement postérieurs à la date de fin de mission appréciée en fonction du nombre d'heures ayant donné lieu au calcul de l'indemnité compensatrice de congés payés au titre de chaque mission. L'extension de couverture se calcule à raison d'un jour ouvré pour 70 heures de travail dans la limite de 25 jours ouvrés.

Lorsque l'organisation des missions de travail temporaire aboutit à un enchaînement de contrats générant des périodes d'intermission pouvant être qualifiées de repos hebdomadaire, l'extension de couverture se calcule en prenant en compte les contrats successifs.

La condition des 70 heures par jour d'extension de couverture s'applique en fonction du nombre d'heures effectif (hors « équivalent temps » tel que prévu au dernier alinéa de l'article 4.0.1 de l'accord).

### **Article 3**

#### *Révision de l'article 3 de l'annexe « Règlement intérieur du fonds de solidarité professionnelle Financement »*

A l'article 3 « Financement », il est prévu que les signataires de l'annexe « Règlement intérieur du fonds de solidarité professionnelle » peuvent réviser le budget dédié au fonds de solidarité professionnelle dans le cadre du comité paritaire de suivi.

Par le présent avenant, les parties signataires conviennent d'attribuer une dotation supplémentaire au fonds de solidarité professionnelle de 550 000 € afin d'indemniser les intérimaires cadres et non cadres en cas de maladie grave et redoutée.

Un budget complémentaire exceptionnel est alloué à hauteur de :

- 1 000 000 € pour les actions de prévention santé ;
- 2 000 000 € pour les actions sociales.

Ces dotations seront financées par les réserves de stabilité ou les réserves générales constituées dans le cadre de la gestion des régimes de prévoyance des salariés intérimaires cadres et non cadres, à hauteur d'une quote-part entre les réserves respectives des deux régimes à déterminer par les organisations signataires du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

### **Article 4**

#### *Suspension des conditions d'heures*

#### **Article 4.1**

##### *Révision de l'article 1.1.1*

A l'article 1.1.1 de l'accord, les dispositions instaurant des conditions d'heures pour bénéficier d'une indemnité complémentaire lors de la survenance d'arrêts de travail inférieurs ou égaux à 95 jours et selon lesquelles le salarié intérimaire doit :

« Justifier des conditions suivantes :

- soit avoir effectué 590 heures de travail dans la profession du travail temporaire, dont 150 heures dans l'entreprise de travail temporaire avec laquelle le contrat suspendu a été conclu, au cours des 12 mois précédant le premier jour de l'arrêt de travail mentionné au certificat médical ;
- soit avoir effectué 1 400 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 24 mois précédant l'arrêt de travail.

Les salariés justifient des heures de travail effectuées dans la profession par la présentation des bulletins de paie. »

cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

### **Article 4.2**

#### *Révision de l'article 1.2.1*

A l'article 1.2.1 de l'accord, les dispositions instaurant la mise en place de conditions d'heures pour bénéficier d'une indemnité complémentaire lors de la survenance d'arrêts de travail supérieurs à 95 jours et selon lesquelles le salarié intérimaire doit :

- « justifier de 1 800 heures dans la profession au cours des 24 mois précédant l'arrêt de travail » et

– « Les salariés justifient des heures de travail effectuées dans la profession par la présentation des bulletins de paie. »

cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

### **Article 4.3**

#### *Abrogation de l'article 1.3.1*

L'article 1.3.1 de l'accord du 10 juillet 2009, relatif à la condition d'ancienneté pour bénéficier de la garantie invalidité, cesse de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

### **Article 4.4**

#### *Révision de l'article 1.4.4*

Au 2<sup>e</sup> paragraphe de l'article 1.4.4, les termes « dès lors que la victime justifiait de 1 800 heures de travail dans la profession dans les 24 mois précédant le décès » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

### **Article 4.5**

#### *Révision du préambule du titre I<sup>er</sup>, chapitre V*

Dans le 4<sup>e</sup> paragraphe du préambule du titre I<sup>er</sup>, chapitre V, les termes : « En outre, une rente éducation au profit des ayants droit de la victime est versée à condition que le salarié justifie de 1 800 heures de travail dans la profession au cours des 24 mois précédant l'arrêt de travail. » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste du préambule est inchangé.

### **Article 4.6**

#### *Révision de l'article 1.5.3*

Au 1<sup>er</sup> paragraphe de l'article 1.5.2, les termes « dès lors que la victime justifiait de 1 800 heures de travail dans la profession dans les 24 mois précédant le décès » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

### **Article 4.7**

#### *Révision de l'article 1.5.5*

Au 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article 1.5.5, les termes « dès lors que le salarié justifiait de 1 800 heures de travail dans la profession dans les 24 mois précédant la reconnaissance de la PTIA » cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

### **Article 4.8**

#### *Révision de l'article 2.1.1*

Au 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 2.1.1, les termes :

« Justifier des conditions suivantes :

– soit 590 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 12 mois précédant le premier jour de l'arrêt de travail porté sur le certificat médical ;

– soit 1 400 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 24 mois précédant le premier jour de l'arrêt porté sur le certificat médical ;

– lorsque l'accident de travail entraîne un arrêt de travail continu de plus de 19 jours calendaires, aucune condition minimale d'heures de travail dans la profession n'est exigée.

Les salariés justifient des heures de travail effectuées dans la profession par la présentation des bulletins de paie »

cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

#### **Article 4.9**

##### *Révision de l'article 3.0.1*

Au 1<sup>er</sup> paragraphe, 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 3.0.1, les termes :

« des conditions suivantes :

– soit 590 heures de travail, au cours des 12 mois précédant la date du congé, dans la profession du travail temporaire ;

– soit 1 400 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 24 mois précédant la date prévue pour le congé de maternité ou d'adoption.

Les salariés justifient des heures de travail effectuées dans la profession par la présentation des bulletins de paie. »

cessent de produire effet pendant toute la durée d'application du présent avenant.

Au dernier paragraphe de l'article 3.0.1, les termes « les conditions d'heures » cessent de produire effet pendant la durée d'application du présent avenant.

Le reste de l'article est inchangé.

#### **Article 4.10**

##### *Révision de l'article 4 de l'annexe « Règlement intérieur du fonds de solidarité professionnelle Conditions d'attribution »*

L'article 4 de l'annexe est renommé : « Conditions d'attribution des aides financières au titre des maladies redoutées ».

Cet article 4 de l'annexe instaure la mise en place de conditions d'heures pour bénéficier du fonds de solidarité professionnelle en cas de maladie grave et redoutée, sans lien avec le travail, dont la reconnaissance intervient au cours d'une période de 15 jours suivant la fin de la mission, selon les modalités suivantes :

« Justifier de 450 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 12 mois précédant l'arrêt de travail, dont 150 heures dans l'ETT,

ou bien de 1 400 heures de travail dans la profession du travail temporaire au cours des 24 mois précédant l'arrêt de travail. »

Pendant la durée d'application du présent avenant, les conditions d'heures cessent de produire effet.

#### **Article 5**

##### *Dispositions relatives à l'article 5.0.3 « Cotisations »*

L'article 5.0.3 est complété comme suit :

« Un taux d'appel de 50 % sera appliqué sur les cotisations afférentes aux périodes d'emploi à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016 ».



## Rappel des taux contractuels

(En pourcentage.)

SALAIRE	EMPLOYEUR	SALARIÉ
< Tranche A	0,355	0,085
> Tranche A	0,31	0,04

## Taux appelés

(En pourcentage.)

SALAIRE	EMPLOYEUR	SALARIÉ
< Tranche A	0,178 %	0,042 %
> Tranche A	0,155 %	0,02 %

Le taux d'appel de 50 % s'applique également aux taux réduits visés par le renvoi 1 de l'article 5.0.3.1 intitulé « Cotisations à la charge de l'employeur ».

Le taux d'appel réduit, pendant la durée de son application, et à due concurrence, la cotisation effectivement due par les employeurs et les salariés.

### Article 6

*Date d'effet. – Durée*

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée.

Ses dispositions prennent effet le 1<sup>er</sup> janvier 2016 pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 31 décembre 2016. A compter de cette date, les dispositions cesseront de produire effet et ne pourront en aucun cas être reconduites tacitement.

En conséquence :

- les dispositions de l'accord du 10 juillet 2009 et de ses avenants 1 et 2 continuent à s'appliquer :
  - pour tout sinistre dont le fait générateur est antérieur au 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour ce qui concerne les conditions d'heures ;
  - pour tout sinistre dont le fait générateur est antérieur au 1<sup>er</sup> février 2015 pour ce qui concerne le délai de carence et l'extension de couverture pendant les congés payés ;
- tout sinistre intervenant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 sera régi par les dispositions de l'accord telles qu'elles existaient :
  - avant le 1<sup>er</sup> juillet 2014 pour ce qui concerne les conditions d'heures ;
  - avant le 1<sup>er</sup> février 2015 pour ce qui concerne le délai de carence et l'extension de couverture pendant les congés payés.

### Article 7

*Formalités de dépôt*

Le présent avenant fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension conformément aux dispositions légales et réglementaires.

Fait à Paris, le 5 février 2016.

(Suivent les signatures.)

Brochure n° 3212

**Accords nationaux**

**ENTREPRISES DE TRAVAIL TEMPORAIRE**  
**Personnel intérimaire**  
**Personnel permanent**

---

**ACCORD DE MÉTHODE DU 15 AVRIL 2016**  
**VISANT À L'ÉLABORATION D'UN ACCORD RELATIF AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE**  
**DES SALARIÉS INTÉRIMAIRES CADRES ET NON CADRES**

NOR : ASET1650672M

Entre :

Le PRISM' Emploi,

D'une part, et

La CGT-FO ;

La FNECS CFE-CGC ;

La CSFV CFTC ;

La FS CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

En application des avenants n° 2 du 21 novembre 2014 aux accords du 13 janvier 2010 relatifs à la désignation des organismes assureurs des régimes de prévoyance des salariés intérimaires cadres et non cadres, les négociateurs de la branche entendent fixer le cadre de la négociation relative au régime de prévoyance des salariés intérimaires cadres et non cadres au sein de la branche du travail temporaire.

Dès lors, les négociateurs de la branche conviennent des dispositions du présent accord de méthode pour terminer les travaux au plus tard le 30 juin 2016.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Processus et objectifs*

Cet accord de méthode a vocation à permettre aux négociateurs des organisations représentatives de salariés et aux négociateurs de l'organisation patronale de la branche de fixer le cadre de :

- la révision des accords du 10 juillet 2009 ;
- le calendrier des négociations ;

- les moyens nécessaires pour y parvenir ;
- la procédure de mise en concurrence visant à choisir un ou plusieurs organismes assureurs ;
- le pilotage et le suivi du régime.

## **Article 2**

### *Méthodologie des travaux*

Pour permettre à la commission paritaire de négocier les futurs accords, les parties signataires conviennent, sur la base des dispositions légales et réglementaires, de fixer les conditions des futures négociations autour des éléments suivants :

#### Première phase : mise en place d'un groupe de travail

Pour préparer les négociations, un groupe de travail technique sera mis en place au sein de la CPPNTT. Les représentants des organisations syndicales membres du groupe de travail pourront se réunir, en tant que de besoin, afin de préparer les réunions du groupe de travail. Il pourra faire appel au concours de conseils extérieurs, en particulier des actuaires et d'un conseil juridique. Les signataires mandatent la CPPNTT aux fins de procéder au choix de deux actuaires. Les frais (trajet, temps de réunion, hébergement, restauration) afférents aux réunions du groupe de travail, aux réunions préparatoires et aux honoraires des actuaires et du conseil juridique seront pris en charge par la CPPNTT.

#### Deuxième phase : négociation ayant pour finalité de réviser les accords de prévoyance (régime cadre et non-cadre) du 10 juillet 2009

Les négociateurs de la branche conviennent que la renégociation porte sur l'intégralité des accords du 10 juillet 2009, ce qui inclut les annexes et les avenants.

#### Troisième phase : élaboration d'un cahier des charges

Les négociateurs de la branche conviennent qu'il sera procédé à une mise en concurrence des organismes assureurs en 2018 pour une mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2019, dans le respect de la réglementation en vigueur. Toutefois, si le régime venait à être dénoncé par l'assureur ou si une majorité des partenaires sociaux venait à le souhaiter, cette procédure de mise en concurrence serait anticipée, notamment dans le cadre d'une révision significative des tarifs.

## **Article 3**

### *Calendrier prévisionnel*

Les négociateurs de la branche considèrent que la première phase (mise en place d'un groupe de travail) démarre dès la signature du présent accord de méthode.

La seconde phase (renégociation des accords du 10 juillet 2009) commencera dès que le groupe de travail aura achevé ses travaux. Ce délai sera susceptible d'être réduit au vu de l'avancée des travaux du groupe de travail au sein de la CPPNTT.

## **Article 4**

### *Composition, missions et modalités de fonctionnement des groupes de travail*

Le groupe de travail paritaire visé par l'article 2 est constitué de deux représentants par organisation syndicale de salariés représentative dans la branche et d'un nombre équivalent de représentants de Prism'emploi. Chaque organisation syndicale pourra organiser une réunion préparatoire avant la réunion du groupe de travail. La CPPNTT prendra en charge les frais de ces réunions préparatoires dans la limite de trois heures par réunion. Le temps consacré aux réunions du groupe de travail ainsi qu'aux réunions préparatoires sera considéré comme du temps de travail et rémunéré comme tel.

Le groupe de travail technique a pour missions :

- de procéder à la sélection de deux actuaire (un dédié à l'organisation patronale et un dédié aux organisations syndicales) qui apporteront leur expertise respectivement aux organisations représentatives de salariés et à l'organisation patronale ;
- de procéder à la sécurisation juridique de l'accord dans l'optique de la désignation d'un organisme assureur ou de la codésignation d'organismes assureurs et de préparer les rencontres avec les ministères concernés ;
- d'analyser la couverture actuelle et de faire des propositions aux négociateurs de clarifications et/ou de simplifications de cette couverture ;
- de proposer aux négociateurs de la branche des modalités de pilotage et de suivi du régime modifié.

Le groupe de travail rend compte de ses travaux aux négociateurs de la branche qui renégocieront les accords de prévoyance (régime cadre et non-cadre) de la branche.

### **Article 5**

#### *Durée de l'accord*

Le présent accord est conclu pour la durée des négociations et jusqu'à la date de signature des accords de branche relatifs à la prévoyance des salariés intérimaires cadres et non cadres.

### **Article 6**

#### *Dépôt*

Le présent accord fera l'objet des formalités de dépôt et d'extension dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 15 avril 2016.

(Suivent les signatures.)

---

Directeur de la publication : Yves Struillou

165160250-000716

Direction de l'information légale et administrative

ISSN en cours

---